



Centre for Financial Crime
& Security Studies



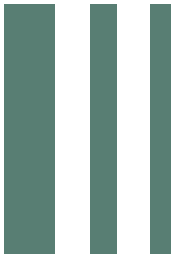
European Sanctions and Illicit Finance Monitoring
and Analysis Network (SIFMANet)

Recommandations pour des sanctions efficaces à l'encontre de la Russie

SIFMANet

European Sanctions and Illicit
Finance Monitoring and
Analysis Network





Depuis février 2022, l'UE a réussi à élaborer dix paquets de sanctions à l'encontre de la Fédération de Russie dans le but de réduire le financement et les ressources de ses capacités militaires. Pour garantir un régime de sanctions efficace, il est fondamental de procéder à un examen des progrès réalisés par les États membres dans la mise en œuvre de ces sanctions afin d'en maximiser l'impact. C'est dans ce but que le réseau SIFMANet a été créé.

Les analyses menées dans les pays du réseau ont permis de recueillir des recommandations afin de surmonter les défis qui avaient préalablement été identifiés dans le cadre de la mise en œuvre de ces sanctions mais aussi d'en améliorer l'efficacité.



SIFMANet

European Sanctions and Illicit
Finance Monitoring and
Analysis Network



Dépasser le statu quo : Améliorer la mise en œuvre par les membres de l'UE

Veiller à ce que la législation nationale soit « adaptée » à l'objectif visé



Les Etats membres peuvent être confrontés à des contradictions juridiques entre les lois et sanctions préexistantes et les nouvelles mesures restrictives, ce qui peut entraver la mise en œuvre des sanctions.

Accroître les ressources dédiées aux sanctions



Les Etats-membres sont souvent confrontés aux manques de personnels et d'expertise face aux sanctions tant dans le secteur public que privé.

Accroître la transparence et l'accès aux données



L'accès à des données de qualité et actualisées est essentiels pour identifier les personnes et les entités à sanctionner, ainsi que pour soutenir les parties prenantes dans la mise en œuvre, les enquêtes ou l'application de ces sanctions.

Amplifier l'échange d'informations



Les Etats-membres doivent accroître leurs échanges d'informations sur les sanctions, les fraudes détectées en veillant à une participation active du secteur privé.

Dépasser le statu quo : Améliorer la mise en œuvre par les membres de l'UE

Améliorer l'harmonisation transfrontalière



Des asymétries existent dans l'interprétation et l'application des sanctions au sein de l'UE. La rédaction de règlements européens ou la création d'un organisme européen qui centraliserait la mise en œuvre de ces mesures restrictives pourraient permettre de réduire ces asymétries.

Améliorer les contrôles



Un régime de sanctions n'est efficace que s'il est effectivement mis en œuvre par tous et de manière similaire. L'UE doit surveiller plus activement cette application des sanctions par tous les Etats membres et apporter son soutien quand des faiblesses sont identifiées.

Renforcer la surveillance des frontières extérieures de l'UE



L'efficacité des sanctions dépend aussi de la capacité des Etats ayant des frontières extérieures de l'UE à surveiller le respect des sanctions à ces frontières. Ces Etats doivent être soutenus plus activement.

Renforcer la collaboration entre les pouvoirs publics et le secteur privé



Exploiter l'expertise du secteur privé pour concevoir des sanctions garantissant une mise en œuvre efficace.

Aller plus loin et plus fort : Comblers les lacunes du régime de sanctions de l'UE

Renforcer la conformité des pays tiers



L'UE doit utiliser son poids économique pour promouvoir le respect des règles au niveau international, en s'appuyant sur le dialogue commercial et financier pour influencer les décisions et mieux cibler les acteurs qui contournent les sanctions. Une communication plus active est nécessaire pour contrecarrer le narratif russe.

Améliorer la communication et la publicité des sanctions



L'impact des sanctions sur la Russie reste relativement peu connu en Europe. L'UE doit communiquer plus auprès des sociétés civiles afin d'expliquer les conséquences des sanctions sur l'économie russe et sur ses capacités militaires. Elle doit aussi encourager les citoyens et les entreprises privées à engager les ressources nécessaires afin d'assurer une mise en œuvre efficace des sanctions.

Continuer à isoler la Russie du système financier international



Des institutions russes restent connectées au système SWIFT réduisant de fait l'impact des sanctions sur le système bancaire du pays.

Cibler des « facilitateurs » professionnels



Des consultants, conseillers juridiques ou autres professionnels aident les entreprises à contourner les sanctions. Ils doivent être plus activement recherchés et sanctionnés.

Développer de nouveaux outils



S'inspirer des juridictions qui ont mis au point des mesures visant à faciliter l'application des sanctions telles que des listes de sanctions nationales ou des outils qui inversent la charge de la preuve pour la saisie d'actifs sanctionnés.

Réduire les écarts entre les différents régimes de sanctions



L'UE doit travailler avec ses alliés afin d'identifier les incohérences entre les régimes de sanctions et réduire les contournements que ces incohérences créent.